



Police cantonale du commerce
Office de la consommation
Chemin des Croisettes 155
Case postale 50
1066 Epalinges

Révision partielle de la loi sur les auberges et débits de boissons

Formulaire de réponse à la consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : GastroVaud, Association vaudoise des cafetiers, restaurateurs et hôteliers

Personne de référence : Gilles Meystre, Président cantonal

Courriel : gilles.meystre@gastrovaud.ch

Date : 10 novembre 2023

Nous vous saurions gré de bien vouloir faire parvenir vos déterminations d'ici le **30 novembre 2023** en renvoyant ce formulaire de réponse par courriel à l'adresse suivante :
info.pcc@vd.ch

1) Vente d'alcool dans les stations-service

1.1) Texte de l'objet parlementaire déposé (Initiative Jean-Christophe Birchler et consorts – LADB : Abrogation de la lettre c, article 5, alinéa 1 ; 21-INI-5)

« De compétence fédérale, la vente d'alcool est à nouveau autorisée sur les aires de repos et installations annexes des autoroutes de notre canton depuis le 1er janvier 2021.

La présente initiative demande donc l'abrogation de la lettre c, article 5, alinéa 1 de la LADB, afin de disposer d'une législation cohérente sur notre territoire cantonal.

La LADB est modifiée comme suit :

Art. 5 Interdiction

1. Le service et la vente de boissons alcooliques sont interdits :
 - a. par distributeurs automatiques ;
 - b. par distributeurs semi-automatiques ;
 - ~~c. dans l'ensemble des locaux des stations-service, y compris dans le magasin.~~
2. Inchangé
3. Inchangé »

1.2) Cadre légal actuel

L'article 105 de la Constitution fédérale (Cst. ; RS 101) accorde à la Confédération le droit de légiférer sur la vente de boissons distillées et, par conséquent, d'édicter également des dispositions légales sur la vente au détail. Les prescriptions fédérales relatives à la vente de boissons distillées sont impératives pour les cantons. Cela étant, les lois cantonales sur les auberges et le commerce de détail, en tant qu'elles réglementent le commerce de boissons distillées, peuvent contenir des dispositions complétant le droit fédéral, mais non des dispositions qui y dérogent (cf. Message concernant la modification de la loi fédérale sur l'alcool du 11 décembre 1978 ; ad art. 41a LAlc ; FF 1979 I 57). Les cantons ont ainsi la faculté d'édicter des restrictions supplémentaires dans l'intérêt du bien-être public, par exemple de compléter par d'autres interdictions de faire le commerce de détail la liste des interdictions de l'article 41 de la loi sur l'alcool (cf. Message précité). Ce que nous connaissons actuellement dans notre canton avec l'article 5 LADB.

En vertu de l'article 5, alinéa 1^{er}, lettre c LADB dans sa version actuelle, le service et la vente de boissons alcooliques sont interdits dans l'ensemble des locaux des stations-service, y compris dans le magasin.

Il en découle que les établissements de restauration ou les commerces peuvent vendre de l'alcool pour autant qu'ils soient séparés de la station-service et qu'ils n'encaissent pas l'essence dans leurs locaux. Cette interdiction s'applique à toutes les stations-service, qu'elles se trouvent sur une aire d'autoroute, en ville ou en bordure de route.

Le 1^{er} janvier 2021 est entrée en vigueur une modification de l'ordonnance fédérale sur les routes nationales (ORN ; RS 725.111) ; l'interdiction de la vente d'alcool sur les aires de repos et les installations annexes des autoroutes a alors été levée.

En dépit de cette modification législative au niveau fédéral, les établissements de restauration et les commerces situés sur les aires d'autoroute du canton de Vaud ne peuvent toujours pas obtenir une autorisation de vente et service d'alcool, sauf si leurs locaux sont séparés de la station-service et qu'ils n'encaissent pas l'essence dans leurs locaux.

L'abrogation de la lettre c de l'article 5, alinéa 1^{er} LADB permettrait aux établissements de restauration et aux commerces intégrés à des stations-service, y compris ceux qui sont situés sur les aires d'autoroute du canton de Vaud, de vendre de l'alcool s'ils le souhaitent, moyennant obtention préalable de la licence correspondante.

Au surplus, il est relevé que la Cour de droit administratif et public du Tribunal cantonal a récemment confirmé (cf. arrêt GE.2022.0125 du 8 mars 2023) la conformité au droit fédéral du cadre légal actuel dans un arrêt du 8 mars 2023 rejetant le recours déposé par l'exploitant d'une station-service à l'encontre d'une décision de refus de la Police cantonale du commerce (PCC) de lui délivrer une licence de débit de boissons alcooliques à l'emporter sur la base de l'interdiction figurant à l'art. 5 al. 1 let. c LADB. Le Tribunal cantonal (TC) a ainsi confirmé la décision de la PCC et précisé notamment les points suivants :

- *« (...) Au regard de ces normes, les cantons – compétents pour régler l'exploitation des installations annexes – ont la possibilité de décider s'il est permis ou non d'y vendre ou d'y servir de l'alcool. En modifiant récemment l'art. 6 al. 2 ORN, le Conseil fédéral n'a pas fixé une nouvelle « règle fondamentale » qui imposerait aux cantons d'autoriser la vente d'alcool dans toutes les installations annexes (restaurants, hôtels, stations-service, magasins exploités de manière indépendante) ; il a simplement renoncé à imposer une telle règle à propos de l'alcool, laissant donc aux cantons la liberté d'adopter leurs propres prescriptions d'exploitation. (...) ».*
- Le TC développe un argumentaire sur la corrélation entre vente d'alcool et sécurité routière : *« Il est en effet évident que la vente de l'alcool dans les stations-service, largement fréquentées par les usagers de la route en déplacement, comporte un danger, d'autant que les heures d'ouverture de ces commerces, facilement accessibles, sont très larges. »* A ce propos, il convient de rappeler que le canton de Vaud a introduit une autre règle de protection dans la LADB, à son art. 5 al. 2, entré en vigueur le 1^{er} janvier 2015, et interdisant la livraison et la vente à l'emporter de boissons alcooliques distillées, ainsi que de la bière, entre 21 heures et 6 heures du matin. Les communes peuvent déroger à cette règle et l'interdire dès 20 heures (ce qu'a fait Lausanne).
- Le TC se livre également à une analyse du respect de l'égalité de traitement entre les stations-service et les autres types de commerce, qui ne sont pas interdits de vendre de l'alcool. Il mentionne à cet égard que le Tribunal fédéral *« a considéré qu'il n'existait pas de concurrence directe entre les stations-service et les magasins d'alimentation, une station-service étant destinée en priorité à la vente de carburant aux conducteurs de véhicules à moteur et non pas à l'approvisionnement général de la population en denrées alimentaires ».*

Le TC fait enfin allusion à l'initiative Jean-Christophe Birchler et consorts ici traitée, et retient ce qui suit :

« Il ressort du dossier que le législateur va probablement se pencher à nouveau sur cette question, à la suite du dépôt d'une initiative parlementaire (...); il pourra éventuellement prendre en considération l'évolution des circonstances à ce propos. Quoi qu'il en soit, le Tribunal cantonal retient que tant que le Grand Conseil ne s'est pas prononcé, les arguments développés dans la jurisprudence du Tribunal fédéral, propres à justifier le régime légal actuel, sont toujours juridiquement valables et ne permettent pas, dans le cadre du contrôle préjudiciel de la validité de l'art. 5 al. 1 let. c LADB, de qualifier cette norme de contraire au droit supérieur ».

1.3) Arguments des partisans de la modification proposée

- La suppression de l'interdiction du service et de la vente de boissons alcooliques dans l'ensemble des locaux des stations-service favoriserait la liberté économique et mettrait fin à une concurrence qualifiée par certains de déloyale entre les commerçants exploitant des stations-service et les autres commerçants. Tous les commerçants se trouveraient alors traités de manière égalitaire.
- Cette suppression permettrait une harmonisation du droit vaudois au droit fédéral, lequel autorise depuis le 1^{er} janvier 2021 la vente d'alcool sur les aires de repos et les installations annexes des autoroutes. Actuellement, la vente d'alcool dans les locaux des stations-service situées sur les aires d'autoroutes sur sol vaudois n'est pas autorisée.

1.4) Arguments des opposants de la modification proposée

- La possibilité de vendre des boissons alcoolisées dans les locaux des stations-service induit forcément une augmentation de la disponibilité de l'alcool, qui plus est avec les horaires élargis dont bénéficient entre autres les stations-service, ce qui peut impliquer une augmentation de la consommation et une augmentation des conséquences négatives sur la santé ainsi que, potentiellement, des accidents, notamment au volant. Il est à ce sujet rappelé que l'art. 5 al. 2 LADB dispose que la livraison et la vente à l'emporter de boissons alcooliques distillées, ainsi que de la bière, sont interdites de 21 heures à 6 heures du matin. Les communes peuvent déroger à cette règle et l'interdire dès 20 heures.

Remarques générales

GastroVaud observe de longue date le développement des stations-services. Initialement dévolues à la vente d'essence, elles ont vu leur offre s'élargir aux produits de base, puis, peu à peu, se transformer en mini-supermarchés, offrant davantage que ce qui sert à dépanner. Leur grande majorité dispose également d'espaces dédiés au snacking, qui ont parfois sonné le glas des traditionnelles pauses de 10h dans les auberges communales et réduit sensiblement la clientèle de midi dans les restaurants. On pourrait donc être tenté, en guise de baroud d'honneur, de refuser la modification proposée, afin d'ériger un vain rempart à l'évolution des habitudes de la clientèle et des modes de consommation. Pragmatique, GastroVaud préfère accepter la modification et rappeler que :

1. la majorité des cantons offre déjà la possibilité d'acquiescer des boissons alcooliques dans les stations-services ;
2. la vente de boissons alcooliques dans les stations-services ne représente pas une véritable concurrence à la restauration classique, où elle demeure résiduelle ;
3. à l'instar de l'offre existante dans les gares pour les usagers du train, la vente d'alcool dans les stations-services peut offrir une solution de dépannage aux usagers de la route ;
4. les adeptes de bitures express, véhiculés ou non, trouveront toujours moyen d'étancher leur soif, avec ou sans alcool vendu dans les stations-services ;
5. GastroVaud privilégie les mesures ciblées plutôt que des interdictions qui frappent tout le monde de manière indistincte: prévention auprès des publics à risque, formation et contrôles des exploitants de débits de boisson, sanctions contre les contrevenants (clients et vendeurs). Cela dit, GastroVaud ne juge pas opportun, en

Révision partielle de la loi sur les auberges et débits de boissons – Formulaire de réponse à la consultation

particulier sous l'angle de l'égalité de traitement, de créer un régime plus favorable aux stations-services qu'à tout autre type d'établissement. Les règles en vigueur, tant en terme d'horaires de vente que de types de boissons interdites à la vente en dehors de ces horaires, doivent également s'appliquer aux stations-services.

Êtes-vous favorable à l'abrogation de la lettre c, article 5, alinéa 1 de la LADB ?

Oui

Plutôt oui

Plutôt non

Non

Ne se prononce pas

Remarques : voir ci-dessus

Dans le cas où les stations-service étaient autorisées à vendre de l'alcool, plusieurs régimes peuvent être envisagés. Parmi les suivants, lequel préférez-vous ?

Révision partielle de la loi sur les auberges et débits de boissons – Formulaire de réponse à la consultation

Permettre le service et la vente des boissons fermentées et distillées (maintien de l'art. 5 al. 2 LADB).	<input checked="" type="checkbox"/>
Permettre le service et la vente des boissons fermentées et distillées avec des horaires plus restreints que ceux prévus à l'art. 5 al. 2 LADB.	<input type="checkbox"/>
Permettre le service et la vente des boissons fermentées uniquement, maintenir l'interdiction pour ce qui est des boissons distillées (et maintien de l'art. 5 al. 2 LADB).	<input type="checkbox"/>
Permettre le service et la vente des boissons fermentées uniquement et avec des horaires plus restreints que ceux prévus à l'art. 5 al. 2 LADB, maintenir l'interdiction pour ce qui est des boissons distillées.	<input type="checkbox"/>
Remarques : Régime identique aux autres débits de boissons alcooliques.	

2) Toilettes dans les capites de vigne

3.1) Contexte

Elément emblématique du vignoble vaudois, les capites sont de plus en plus exploitées pour l'accueil de clients locaux et étrangers, du fait notamment du développement de l'œnotourisme.

S'ils souhaitent préparer et servir des denrées alimentaires ou vendre des boissons alcooliques dans ces capites, leurs exploitants doivent obtenir une licence cantonale au sens de la LADB. Or, l'octroi d'une telle licence est conditionné au fait de disposer d'un nombre de sanitaires suffisants.

Dans les faits, ces capites, situées au milieu des vignes, ne disposent pas, dans leur grande majorité, de sanitaires. Pour s'en doter, dans la mesure où il s'agit de petites infrastructures situées hors zone à bâtir, leurs exploitants devraient obtenir une autorisation de la Direction générale du territoire et du logement (DGTL).

3.2) Modification réglementaire proposée

Au vu des caractéristiques particulières du mode d'exploitation des capites, notamment leur lieu de situation, il semble opportun de les dispenser de l'obligation de se pourvoir de sanitaires

Révision partielle de la loi sur les auberges et débits de boissons – Formulaire de réponse à la consultation

au même titre que les établissements au bénéfice d'une licence de restauration mobile (*foodtrucks*).

Ainsi, il est proposé de procéder à la modification de l'article 38 alinéa 1quater du RLADB, comme suit :

Art. 38	Installations sanitaires	Art. 38	Sans changement
^{1quater}	Les établissements bénéficiant d'une licence de restauration mobile ne sont pas soumis au présent article.	^{1quater}	Les établissements bénéficiant d'une licence particulière de restauration mobile, ainsi que les capites de vignes, ne sont pas soumis au présent article.

Remarques générales

Depuis 10 ans, GastroVaud soutient le développement de l'œnotourisme et y participe, notamment financièrement. En outre, la Présidence de l'association Vaud Œnotourisme est assurée depuis 2022 par le président de GastroVaud. Cet engagement repose sur la conviction que notre canton dispose de tous les atouts nécessaires pour concurrencer des destinations telles que l'Alsace et la Bourgogne par exemple, qui ont saisi depuis longtemps l'intérêt économique de l'œnotourisme et la nécessité pour les filières concernées (restauration, hôtellerie, vitiviniculture, producteurs du terroir, tourisme) de collaborer. Par ailleurs, à l'heure où les consommateurs sont toujours plus exigeants et friands d'authenticité et de circuits courts, les restaurateurs ont tout intérêt à promouvoir les vins de leur région, dont ils sont les ambassadeurs. Néanmoins, entre les encouragements à l'innovation professés par certains services de l'Etat et les embûches parsemées par les autres, le découragement se fait toujours plus fortement sentir chez les acteurs concernés, et en particulier chez les vigneron·nes, empêchés d'ouvrir leurs caves à la dégustation et à la vente de vins pour des raisons principalement dues à la rigidité des règles liées à l'aménagement du territoire. La modification proposée, à savoir la dispense de l'obligation de disposer de sanitaires pour les exploitants de caves, participe à un assouplissement des contraintes imposées aux vigneron·nes et à des conditions-cadres plus favorables au développement de l'œnotourisme et au dynamisme de ses acteurs. Le soutien de GastroVaud est toutefois assorti de plusieurs conditions, précisées ci-dessous.

Êtes-vous favorable à la modification de l'art. 38 al. 1quater du RLADB telle que proposée ?

Oui

Plutôt oui

Plutôt non

Non

Ne se prononce pas

Remarques : Modification acceptée sous conditions suivantes : 1. à l'instar du régime en vigueur pour les gîtes ruraux, tables d'hôtes, caves et chalet d'alpage (art. 13 LADB), les revenus tirés de

Révision partielle de la loi sur les auberges et débits de boissons – Formulaire de réponse à la consultation

l'exploitation de capites doivent demeurer accessoires (comparés aux revenus globaux de l'exploitation viticole) ; 2. les capites doivent être soumises aux mêmes contrôles que ceux réservés à l'HORECA (hygiène, travail illicite, horaires d'ouverture et de fermeture, TVA, etc.) ; 3. l'offre en restauration doit être limitée aux produits accompagnant traditionnellement une dégustation, ne nécessitant aucune contrainte de température (réchauffage, cuisson, maintien au frais) ; 4. le service de mets chauds ne doit pas être autorisé dans la capite et ses abords, qui doivent être réservés à la dégustation apéritive ; 5. pas d'exploitation de capites sans licence (ad minima de caveau), par égalité de traitement avec tout autre type d'établissement permettant la consommation sur place (art. 11 et ss LADB).